

so!i

 organisations
suisses
d'entraide



Focus

Tournant dans la coopération internationale ?

**solidar
suisse**

Un legs peut faire la différence ! **solidar.ch**

Découvrez comment à la page 15.

Photo de couverture

Olivia Mexicote, 22 ans, a terminé ses études d'agronomie au Mozambique. Avec le soutien de Solidar Suisse, elle a lancé une petite entreprise avec son frère et vit aujourd'hui de la culture des tomates.
Photo: Maurice Haas



Chère lectrice, cher lecteur,

L'action se déroule au troisième sous-sol d'un immeuble du quartier Werd à Zurich. Lumière blafarde des néons, murs en béton, air saturé. Dans ce décor, un archiviste tout sourire déclare : « Ici sont entreposés presque 90 ans d'histoire. »

Il s'agit plus précisément de l'histoire de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) qui précéda Solidar Suisse. Nos archives sont stockées dans ce bâtiment en attendant d'être transférées aux Archives Sociales Suisses à Bellevue, où elles seront accessibles au public. Je ne devais rester qu'une heure, mais trois se sont écoulées sans que je m'en rende compte, tant les images, les informations et les affiches sont captivantes.

Dans la cave de notre ancien bâtiment du 5^e arrondissement zurichois, les documents parlent d'eux-mêmes. Je découvre des syndicalistes et des activistes sociaux-démocrates qui préparent des colis pour aider les personnes touchées par les ravages de la guerre en Europe. Ailleurs, je vois l'école Centro Educativo Italo Svizzero fondée par l'OSEO à Rimini après les bombardements. Là, une formatrice aux côtés de plombiers originaires du Sénégal ou encore un poster jauni intitulé « De la jute plutôt que du plastique ».

Toutes ces pièces d'histoire illustrent la force d'un engagement historique en faveur de la solidarité, de l'action humanitaire et de la coopération au développement. Avant l'OSEO, aujourd'hui Solidar.

Ce qui nous caractérise ? La conviction que les êtres humains peuvent changer les choses et une position claire contre les inégalités, l'exploitation, le racisme et la discrimination.

Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

Sommaire



Focus

Tournant dans la coopération ?

Entre exigence d'indépendance et intérêts géopolitiques, la coopération internationale a permis de lutter contre la pauvreté tout en faisant progresser la formation et l'égalité des genres. Pourtant, cette vision d'un monde solidaire, où chacun-e peut déployer ses compétences, est désormais menacée.

Page 6

En bref	4
Focus	6
Interview	14
Actualité	15
En coulisses	16
Chronique	17
Rétrospective	18
Dernière page	19



Solidar recommande

L'Aventure humanitaire

Une exposition recommandée par Sylvie Arnanda

Comment préserver la dignité de celles et ceux que les crises, les conflits ou les catastrophes ont fragilisé-e-s ? Le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge propose des pistes de réflexion avec une exposition immersive plongeant au cœur de l'histoire et des enjeux de l'action humanitaire. *L'Aventure humanitaire* se déploie en trois espaces : Défendre la dignité humaine, Reconstruire le lien familial, Limiter les risques naturels, réalisés par des architectes de renom.

L'exposition rappelle également que la Croix-Rouge est la plus ancienne organisation humanitaire au monde, née d'une conviction simple : personne ne devrait être laissé de côté. Une chronologie interactive retrace également 150 ans d'histoire humanitaire, tandis qu'une salle dédiée à l'actualité revient sur les urgences d'aujourd'hui. Le parcours se veut avant tout humain. Douze témoins de notre temps accompagnent les visiteur·euse·s tout au long de l'exposition, rappelant que derrière chaque crise, ce sont avant tout des personnes et que l'espoir vient aussi parfois du pire.



Plus d'informations sur l'exposition
redcrossmuseum.ch/fr



Sondage

La population s'oppose aux coupes budgétaires

D'après un sondage de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), la majeure partie de la population suisse s'oppose à de nouvelles réductions du budget de la coopération internationale (CI). Parmi les personnes interrogées, 77 % sont d'avis que les dépenses publiques affectées à la CI doivent être maintenues, voire augmentées. Lorsqu'elles sont informées des investissements actuels dans la coopération internationale, 58 % des personnes se situant à droite de l'échiquier politique se prononcent contre de nouvelles coupes. La diminution des fonds destinés à l'Afrique subsaharienne afin de renforcer l'aide à l'Ukraine, soit 1,5 milliard de francs, est critiquée par 49 % des personnes sondées. Seuls 19 % soutiennent cette décision. Pourtant, les conseillers nationaux Ignazio Cassis et Guy Parmelin souhaitent économiser 100 millions de francs supplémentaires sur la CI à partir de 2029, comme annoncé publiquement en juin dernier.

77%

de la population en Suisse
désapprouve les coupes
budgétaires dans la coopé-
ration internationale.

Convention de l'OIT

Avancée pour les travailleur·euse·s de plateforme

Le 12 juin 2026, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté à Genève la Convention 193 sur le travail décent dans l'économie de plateforme, un accord international définissant des normes contraignantes. Selon la Banque mondiale, environ 435 millions de personnes travaillent dans ce secteur : elles livrent des repas, conduisent des taxis ou entraînent des algorithmes, le plus souvent sans contrat, sans salaire minimum ni protection sociale. Cette convention oblige les États à garantir les droits fondamentaux des travailleur·euse·s de plateforme indépendamment du statut d'emploi. Solidar Suisse soutient ces personnes depuis plusieurs années ; leurs revendications ont été portées à Genève par nos organisations partenaires.

Bangladesh

Du cuir durable

Au Bangladesh, des délégations de l'Union européenne, de l'Allemagne et de l'Italie ont visité le projet de production de cuir durable mené par l'OSHE, organisation partenaire de Solidar. Elles se sont rendues dans des tanneries et des sites de fabrication d'articles en cuir, puis se sont entretenues avec des représentant·e·s de syndicats et de directions d'usine, des travailleur·euse·s et des associations du secteur. Cette visite a mis en lumière les avancées du projet, soutenu par l'UE et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Des installations de traitement des eaux usées ont vu le jour, ainsi qu'une certification répondant à des normes propres au secteur. Pour les travailleur·e·s au Bangladesh, l'intérêt que portent l'Europe et la Suisse aux conditions de travail dans leurs chaînes d'approvisionnement de l'industrie du cuir est un signal fort.



Venezuela

Aide après le séisme

Le 24 juin 2026, deux séismes ont frappé le Venezuela en moins d'une minute. Des milliers de personnes ont péri, les habitations et les infrastructures ont été lourdement endommagées et de nombreuses familles ont tout perdu. Solidar Suisse a immédiatement mis en place une aide d'urgence pour fournir de l'eau, des articles du quotidien et des abris provisoires aux personnes touchées. La situation reste précaire et la population dépend de ce soutien pour rétablir ses moyens de subsistance.



Nous apportons une aide d'urgence
support.solidar.ch/fr/paiement/venezuela-1

Pakistan

Une fin, mais un impact durable

Pour des raisons financières, Solidar se retirera à regret du programme au Pakistan d'ici la fin de l'année. Depuis 2010, nous intervenons dans le pays lors des catastrophes et agissons pour la résilience et l'éducation, aux côtés d'organisations locales partenaires. Au sud du pays, plus de 7 000 familles ayant tout perdu dans les inondations de 2022 ont pu restaurer leurs moyens de subsistance en 4 ans, grâce, par exemple, à la fabrication de tissus traditionnels. Plus de 7 000 enfants, ayant fui l'Afghanistan ou vivant dans des bidonvilles, ont eu accès à un programme d'éducation informelle. Depuis deux ans, Solidar et l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) planchent sur des solutions d'habitat plus sûr dans les régions du nord frappées par des séismes. Ces projets continueront à avoir un impact au-delà de notre présence sur le terrain.



Dans un port thaïlandais, une travailleuse migrante trie du poisson destiné à la vente.

Focus

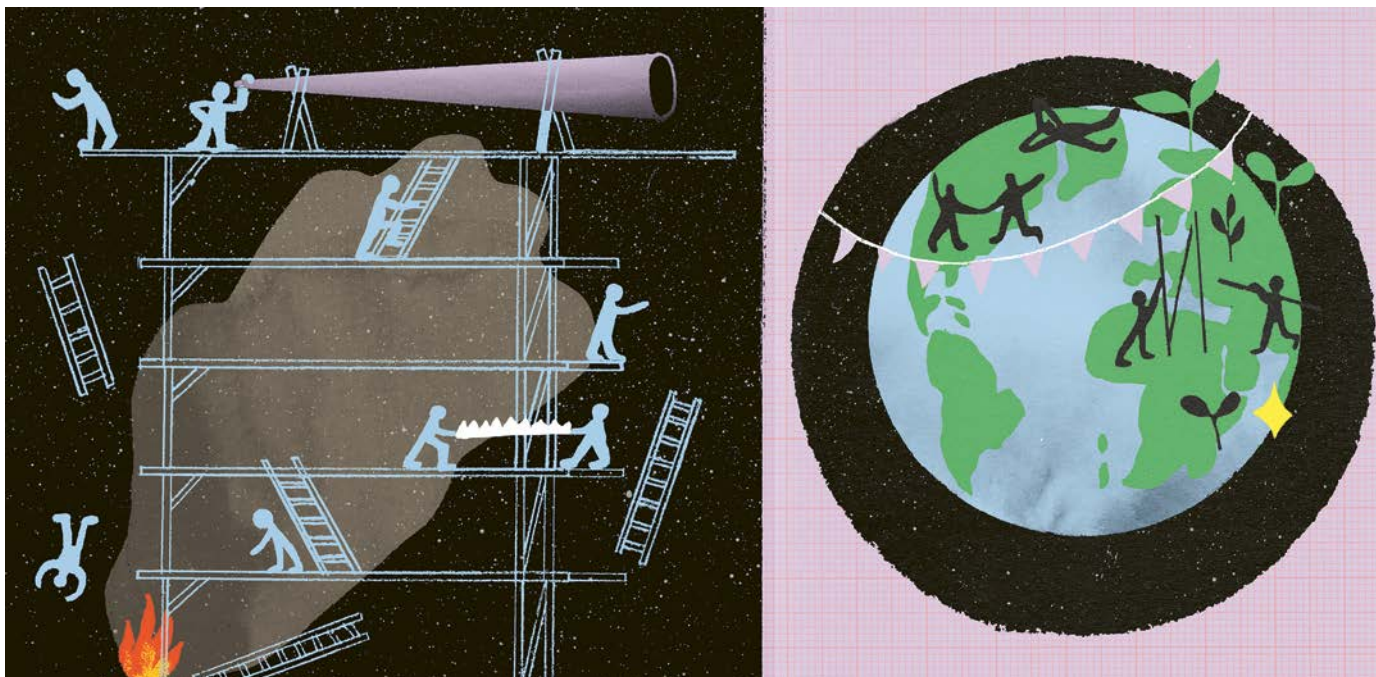
Tournant dans la coopération ?

Entre renouveau et espoir, impérialisme et héritage colonial, la coopération internationale (CI) a permis de réduire la pauvreté, d'améliorer l'accès à l'éducation et de renforcer l'égalité des genres.

Pour autant, la CI est aujourd'hui mise à rude épreuve, marquée par le désengagement financier des institutions et la primauté croissante des intérêts nationaux. Cela compromet un instrument qui a fait ses preuves ainsi que la vision d'une solidarité mondiale, tout en posant la question de savoir qui doit assumer les conséquences de la crise climatique, de la surconsommation et des inégalités sociales.

Découvrez les effets de la coopération internationale et les actions de Solidar Suisse.

- 8** Une vision menacée
- 10** Le genre, négligé par la coopération internationale
- 11** Un jalon pour un monde durable
- 12** Solidar Suisse, 90 ans de solidarité
- 14** « Nourrir les populations, c'est entretenir la dépendance »



Une vision menacée

Si la coopération internationale a permis de réaliser des progrès dans le monde entier, elle subit aujourd'hui la pression de coupes budgétaires, qui menacent à la fois des actions internationales aux effets mesurables et la vision d'un avenir commun où personne n'est laissé pour compte.

Texte : Sabin Bieri, codirectrice du Centre for Development and Environment de l'Université de Berne

Le barrage de Cahora Bassa sur le Zambèze illustre parfaitement la notion de développement au 20^e siècle. Il symbolise l'avenir tel que le concevait le jeune État indépendant du Mozambique après 1975. Sa vision reposait sur une nouvelle organisation de la société, l'accès à l'éducation et à la santé, la promotion de la jeunesse et de l'égalité, l'essor économique fondé sur l'agriculture et l'industrialisation en association avec les États socialistes voisins, et la fin du colonialisme.

Cette construction illustre les diverses tensions auxquelles était confronté l'État postcolonial. Le barrage, achevé en 1974 et exploité par une entreprise portugaise, devait alimenter les communautés de colons blancs d'Afrique du Sud en électricité. Mais la résistance à la stratégie de collectivisation du gouvernement et un soulèvement contre le pacte conclu entre les entreprises internationales et les colons ont entraîné une nouvelle guerre civile, d'innombrables victimes et la désillusion, au lieu du développement techno-industriel escompté. Aujourd'hui, le rapport du PNUD sur le développement humain place le Mozambique en 182^e position sur 193.

Héritage colonial et Guerre froide

Cahora Bassa symbolise les liens entre héritage colonial et indépendance sur fond de Guerre froide. Dans ce contexte, la coopération au développement a été mise en place par les élites locales invitant les superpuissances à promouvoir la modernisation et la croissance économique dans leur pays, et instaurant ainsi un développement souvent conçu au détriment des populations locales. D'autres formes de CI ont bien sûr vu le jour. Ainsi, l'intervention de Solidar Suisse, anciennement Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), a commencé au Mozambique en 1984, notamment avec des projets de participation démocratique. L'histoire de l'indépendance du Mozambique s'apparente à celle d'autres pays africains devenus indépendants que l'Occident cherchait à rallier à sa propre vision politique.

Le président américain Harry Truman est considéré comme l'inventeur de ce que l'on appelait alors l'aide au développement (APD). Dans son discours sur l'État de l'Union en 1949, diffusé pour la première fois à la télévision, le pré-

sident voulait communiquer de manière positive pour contrebalancer le durcissement des positions entre les superpuissances. La promesse d'un élan de développement dans les pays du « Tiers-Monde » par la relance économique et le transfert de technologies, comme le plan Marshall et la reconstruction de l'Europe d'après-guerre, semblait être le message adéquat.

L'importance de la vision d'un monde où chaque personne a la possibilité de s'épanouir et de réaliser son potentiel ne doit pas être sous-estimée.

Égoïsme visionnaire

Inspirés par les mouvements d'indépendance sur le continent africain et par la proclamation de la première Décennie du développement par les Nations Unies en 1960, les pays européens suivent le mouvement. La plupart des agences de développement nationales voient le jour au début des années 1960, y compris en Suisse. C'est également à cette époque que l'OSEO fondée en 1936 commence à déployer ses activités dans les pays du Sud (voir page 12).

Selon l'OCDE, les pays donateurs ont versé entre 5 et 6 milliards de dollars à l'aide publique au développement durant 70 ans. Alors que dans les années 1960, le montant total de l'aide se situe entre 50 et 60 milliards de dollars, le chiffre annuel de 2010 à 2019 atteint en moyenne environ 150 milliards, dont 25 à 30 % sont attribués au continent africain. Cette augmentation témoigne de la détermination des pays riches à lutter contre la pauvreté, à promouvoir la qualité de vie ainsi que l'égalité des chances dans les régions du monde moins privilégiées. La question des inégalités de genres fait aussi l'objet d'une attention croissante, mais sa prise en compte reste trop ponctuelle et souffre d'un manque de ressources (voir page 10). Bien que ce soutien mondial soit porté par des intérêts géopolitiques bien réels, la force de la vision qui l'anime, soit un monde où chaque personne a la possibilité de s'épanouir et de réaliser son potentiel, ne doit pas être sous-estimée. La disparition de cette dernière, provoquée par la baisse sans précédent des budgets de l'APD depuis deux ans, constitue une perte immense. Par quoi cette vision commune de l'avenir telle que formulée dans l'Agenda 2030 signé en 2015 par plus de 190 États sera-t-elle remplacée ?

Malgré une efficacité avérée ...

La baisse de la pauvreté, de la mortalité infantile et maternelle, ainsi que les progrès réalisés en matière d'éducation sont encourageants et montrent les effets concrets des fonds investis. Alors qu'en 1990, environ 82 % des enfants fréquentaient l'école primaire, ce taux est passé à 91 % en 2020. Une avancée historique dont les filles ont été les premières bénéficiaires. L'impact des projets de la CI est évalué régulière-

ment, et pas uniquement sous l'angle de la transparence. Pourtant, leurs effets directs sur l'amélioration incontestable des conditions de vie dans le monde restent difficiles à mesurer. Ces analyses d'impact s'avèrent néanmoins précieuses pour analyser les projets complexes et ajuster les programmes.

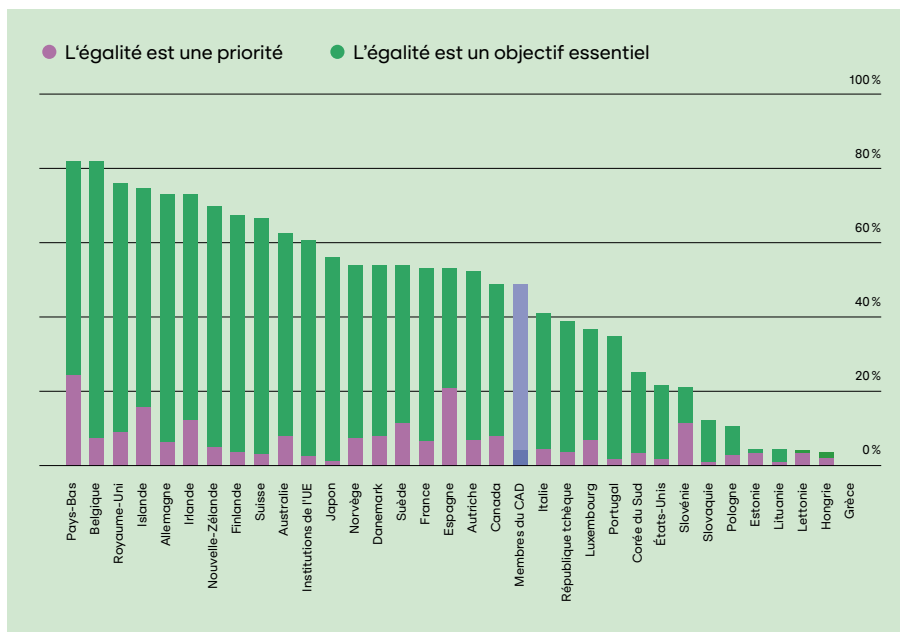
... des coupes budgétaires drastiques se succèdent

Malgré les résultats qu'elle obtient, le monde politique se désengage chaque jour un peu plus de la CI. Cependant, elle conserve encore le soutien de la population suisse, comme le montre une étude de l'EPFZ (voir page 4). Pour la première fois, les cinq principaux pays donateurs (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Japon, France), soit près de 95 % des fonds, réduisent simultanément leurs contributions. La Suisse en 12^e place suit non seulement cette tendance, mais a également décidé de consacrer une part substantielle de ses ressources à l'Ukraine, devenue ainsi le premier pays bénéficiaire. Plus de 44 milliards de dollars lui ont été versés en 2025, soit nettement plus qu'aux « pays les moins avancés ». Il est aussi particulièrement inquiétant que les États-Unis, première puissance économique, et jusqu'à présent premier donateur, aient supprimé la quasi-totalité de leurs contributions. Cela reflète la vision qui semble se substituer à celle de l'Agenda 2030, à savoir la loi du plus fort et la devise selon laquelle chaque pays veille d'abord à ses propres intérêts. En cela, nous assistons aujourd'hui à un changement de paradigme.

C'est le retour de la loi du plus fort et d'une logique de repli où chaque pays veille d'abord à ses propres intérêts.

L'occasion pour la Suisse d'aller à contre-courant

Dans ce contexte, la Suisse a une carte à jouer. En tant que pays partenaire fiable, elle pourrait prendre l'initiative de renforcer la coopération internationale et affermir sa position au sein de la communauté internationale au lieu de s'aligner sur les grandes puissances. Chez Solidar Suisse, nous constatons déjà les effets du retrait des pays donateurs sur le terrain : des organisations se retirent, des chaînes d'approvisionnement s'effondrent (voir page 11) et les activités de nos organisations partenaires locales se réduisent. À leurs côtés, nous œuvrons pourtant pour un monde solidaire et luttons contre la pauvreté et les inégalités (voir page 12). ●



Part de l'aide publique au développement consacrée à des objectifs d'égalité 2023/2024
Source : OECD Data Explorer, Creditor Reporting System

Le genre, négligé par la coopération internationale

Du cours de couture à la transformation du système : comment les questions de genre ont fait évoluer la coopération internationale et pourquoi cela reste insuffisant.

Texte : Monika Hess, responsable programme Amérique centrale et référente genre

Les femmes étant particulièrement exposées à la pauvreté, aux conditions de travail abusives et aux violences de genre, l'amélioration de leur quotidien devrait être une priorité. Pourtant, une enquête annuelle de l'OCDE montre que seuls 47% des projets de coopération internationale définissent des objectifs concrets d'égalité des genres, et 4% seulement en font une prépondérante (voir graphique). Ces projets sont aussi frappés par les récentes coupes budgétaires.

Des cours de crochet aux questions de genre

Si les problématiques spécifiques liées aux femmes ont été prises en compte

pour la première fois dans les années 1970 grâce à l'approche *Women in Development*, elles se traduisaient par des activités éloignées des objectifs des projets. Ainsi, plutôt que d'offrir une formation agricole aux femmes inscrites à des projets d'agriculture, elles se voyaient proposer des ateliers de couture ou de crochet alors même qu'elles effectuaient la majeure partie du travail aux champs.

Ce modèle a été critiqué dans les années 1980 où les inégalités entre les genres ont été reconnues comme un problème structurel. L'approche intégrée de l'égalité des genres s'est alors imposée. Les activités de projet et les stratégies devaient être choisies, sous

l'angle d'une analyse de genre, de telle sorte que leur impact puisse être le même pour tous les genres.

C'était un tournant décisif. L'intégration de la dimension de genre demeure une norme de qualité reconnue, dont la mise en œuvre manque toutefois de cohérence. Souvent, les ressources financières et humaines nécessaires ne sont pas mises à disposition et la perspective de genre sert d'alibi, sans engendrer de véritables mesures.

Politique de développement féministe

Au cours des années 2020, il est devenu évident que l'intégration de la dimension de genre, même lorsqu'elle est correctement mise en œuvre, ne suffit pas à éliminer les causes structurelles des inégalités. C'est ainsi qu'est née l'approche transformative de genres, visant à modifier durablement les structures discriminatoires, les rôles genrés, les stéréotypes de genres et les lois. Le genre n'est plus abordé de manière isolée, mais selon une approche multidimensionnelle, qui considère que l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, la classe sociale ou le handicap se recoupent et renforcent les discriminations. Cette vision fait écho aux Objectifs de développement durable (ODD), portés par la devise « Ne laisser personne de côté ».

En outre, des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, le Canada, la Suède ou les Pays-Bas ont défini une politique de développement féministe et établi de nouveaux critères grâce à des projets transformateurs en matière de genre. La DDC figure également parmi les principales parties prenantes, notamment par le financement du projet *Vida sin violencia*, mis en œuvre par Solidar Suisse en Bolivie pour lutter contre la violence liée au genre.

Des directives claires

Malgré ces avancées, les chiffres de l'OCDE montrent que plus de la moitié des projets de la CI ne contiennent pas d'objectif explicite quant à l'égalité des genres. La CI actuelle n'aborde donc pas suffisamment ces inégalités solidement ancrées et peine à répondre au but de ne laisser personne de côté.

Des directives institutionnelles claires de la part des bailleurs de fonds et des organisations qui assurent la mise en œuvre sont donc nécessaires. La DDC exige par exemple de toutes les ONG impliquées qu'elles adoptent une politique de genre. L'initiative internationale *Fair Share of Women Leaders* observe et suit la situation des femmes occupant des postes à responsabilités au sein des ONG et présente des pistes concrètes pour mettre en pratique les politiques de genre.

Et chez Solidar Suisse ?

Chez Solidar, organisation ouverte aux mouvements féministes, les femmes occupent une place centrale depuis longtemps. Pour lutter contre les violences basées sur le genre en Amérique latine, nous soutenons des approches innovantes également financées par la DDC et l'organisation suédoise Sida. En Asie, Solidar s'associe aux syndicats pour lutter contre l'exploitation dans le secteur de l'industrie textile qui emploie majoritairement des femmes. Nous encourageons la participation des femmes et leur accès aux fonctions dirigeantes, afin que leurs revendications soient priorisées. Dans le domaine de l'action humanitaire, Solidar Suisse s'engage en particulier pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. En Ukraine, notamment, nous avons mis en place des offres de soutien psychosocial pour les femmes déplacées à l'intérieur du pays, de conseils aux personnes victimes de violences liées au genre et de renforcement des organisations de défense des droits des femmes.

Pour autant, même chez Solidar Suisse, ces questions ne sont pas toujours prises en compte. Afin de les ancrer au niveau institutionnel et de promouvoir des approches transformatives, nous élaborons actuellement notre politique de genre en définissant des objectifs et des processus permettant d'assurer l'égalité aussi bien en interne que dans nos programmes. Nous avons également prévu d'organiser des formations pour notre personnel et nos partenaires afin de leur fournir les connaissances nécessaires. ●

La coopération internationale, pour un monde plus durable

Le soutien à la coopération internationale par les collectivités publiques est une véritable responsabilité au regard des abus dans les chaînes d'approvisionnement.

Léa Baeriswyl & Lucie Engdahl, pour la Fedevaco

Nos modes de vie et nos choix politiques ont des conséquences sur la vie des personnes dans d'autres régions du monde. Que ce soit la *fast fashion*, qui provoque des pollutions affectant la santé de millions de personnes, ou les travailleur·euse·s, y compris des enfants, exploité·e·s dans des conditions inhumaines et dangereuses pour extraire lithium, charbon, ou cultiver notre café et notre cacao.

Dans ces régions, les conditions de vie sont dégradées par ces chaînes d'approvisionnement mondiales. Elles subissent une double peine, en étant souvent en première ligne du changement climatique, malgré leur faible contribution, et en n'ayant pas les ressources nécessaires pour s'adapter. Cette prise de conscience ne doit pas être qu'individuelle. C'est un enjeu politique. Ainsi, à l'instar des bilans carbone, les collectivités publiques devraient aussi se pencher sur les effets délétères de leurs activités sur les droits fondamentaux des personnes vivant hors de leurs frontières.



Ouvrier dans une tannerie au Bangladesh.

La coopération internationale, pilier d'un monde juste et durable

En reconnaissance et en réparation de cette dette historique envers les pays du Sud, les communes et les collectivités peuvent faire leur part. Un des moyens consiste à soutenir des projets de la CI. Par exemple, au Bangladesh, des milliers de personnes travaillent dans des conditions déplorables, avec un revenu dérisoire pour fabriquer nos vêtements ou nos chaussures. Les projets de Solidar luttent contre le travail forcé des enfants et accompagnent les travailleur·euse·s et les syndicats pour améliorer les conditions de travail.

Soutenir de tels projets permet de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie. La CI doit ainsi faire partie d'une politique de durabilité globale pour protéger l'environnement et favoriser des conditions de vie dignes pour toutes et tous. Mais attention ! Tout comme l'achat de crédit carbone ne contribue pas réellement à réduire les émissions de CO₂, ce soutien n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins fondamentaux à l'échelle du monde. Des actions concrètes, ici, doivent être mises en œuvre en parallèle, comme des politiques communales d'achats responsables. ●



Lire l'intégralité de l'article

solidar.ch/fr/cooperation-internationale-pour-un-monde-durable



Un travailleur dans une briqueterie cambodgienne qui contraint ses employé-e-s à rester pour s'acquitter de leurs dettes.

Solidar Suisse, 90 ans de solidarité

De l'aide illégale aux personnes réfugiées vers un engagement international contre les inégalités. Depuis 90 ans, Solidar soutient les personnes en situation difficile. Aujourd'hui, sa marge de manœuvre régresse face à la montée de l'autoritarisme.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

Dans les années 1930, la Suisse connaît une période de crise. Face au chômage et à la faim, des activistes des Amis de la nature et de groupes de femmes socialistes décident de soutenir les enfants de personnes sans emploi grâce à des camps de vacances et des séjours de convalescence. Par la suite, cette aide directe s'étend au nombre croissant de populations fuyant le nazisme. Au départ, ce projet s'adresse exclusivement aux personnes persécutées pour des raisons politiques, laissant aux communautés juives de Suisse le soin de prendre en charge les réfugié-e-s de la même confession.

Soutien aux personnes réfugiées

En mai 1936, le Parti socialiste (PS) et l'Union syndicale suisse (USS) fondent l'OSEO, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière qui

« Grâce au soutien décisif de Solidar Suisse, AGIMS parvient à promouvoir la participation des femmes autochtones et le droit à une vie digne. Solidar respecte notre autonomie, et le suivi auprès des municipalités permet d'instaurer un dialogue ouvert et des échanges avec les principales parties prenantes. »

Esperanza Tubac
Directrice d'AGIMS au Guatemala

« La solidarité internationale est la base d'une action syndicale fructueuse. Le partenariat entre Building and Wood Workers International (BWI) et Solidar Suisse renforce la voix du personnel dans toute l'Afrique et au Moyen-Orient. Cette collaboration repose sur la confiance et l'engagement en faveur du dialogue, du développement des capacités et de la justice sociale. »

Garikanai Shoko
Responsable pour l'Afrique et
le Moyen-Orient chez BWI

deviendra Solidar Suisse. Deux mois plus tard, les généraux hispaniques renversent la République et l'OSEO aide les victimes de la Guerre civile espagnole. Lorsque le Conseil fédéral ferme les frontières aux personnes réfugiées juives en 1938, l'organisation les aide à passer en Suisse de manière illégale. L'action la plus spectaculaire et légale menée durant la Seconde Guerre mondiale est celle de « Colis Suisse ». Elle permet de financer plus de 100 000 colis de nourriture de 1941 à la fin de la guerre, envoyés par l'OSEO pour assurer la survie des personnes dans les camps en France. À ces actions succède l'aide d'après-guerre, à travers un soutien d'urgence et de foyers pour enfants. L'année 1954 voit le début du travail hors frontières européennes avec l'aide aux enfants des personnes fuyant la guerre d'Algérie vers la Tunisie et le Maroc.

« À Afrin, la collaboration avec Solidar Suisse a joué un rôle déterminant dans l'amélioration de l'accès à l'éducation et à l'eau. Son expertise, alliée à la connaissance approfondie des besoins locaux ainsi qu'à l'ancrage communautaire de SENED (« soutien » en arabe), a amélioré de manière significative les conditions de vie des personnes les plus vulnérables. »

Sarah Al Hilali
Responsable de programme chez SENED

Mouvements de libération

La formation de travailleur·euse·s qualifié·e·s en Yougoslavie, en Grèce et en Tunisie commence en 1960, s'étend au Sénégal et à d'autres pays d'Afrique. À partir des années 1960, l'OSEO fournit une aide d'urgence lors de catastrophes et de conflits. La coopération au développement débute en 1974 par la construction de puits dans l'actuel Burkina Faso, suivie en 1976 de la première participation à une campagne de dé-

veloppement politique avec le projet « Du jute plutôt que du plastique ». Au Zimbabwe, au Sahara occidental, au Nicaragua, en Afrique du Sud, au Salvador ou au Kosovo, l'OSEO choisit toujours d'intervenir pour soutenir les personnes opprimées dans leur lutte pour la liberté.

Lutte contre les inégalités

L'engagement auprès des personnes qui s'organisent pour défendre leurs droits non pas comme victimes, mais comme citoyennes autonomes demeure notre moteur. Dans cet article, vous découvrirez les témoignages de quelques-unes de nos plus de 200 organisations partenaires, qui décrivent leur collaboration avec Solidar Suisse. La lutte contre les inégalités se trouve aussi au cœur de notre action. Depuis le début, nous nous engageons en faveur du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, qui produisent à bas salaires, dans des conditions dangereuses, et sans protection sociale. Nous soutenons les travailleur·euse·s dans leur lutte pour des conditions de travail dignes et sensibilisons la population suisse aux répercussions de nos habitudes de consommation à l'autre bout de la chaîne, dans les pays du Sud.

« Le partenariat avec Solidar repose sur une approche inclusive et participative, associant connaissances locales, expertise internationale et soutien stratégique. Fondée sur le respect et la recherche de solutions, cette collaboration nous aide à faire progresser les droits des travailleur·euse·s. »

Alam Hossain
Directeur général de l'OSHE et responsable du
projet pour une production du cuir durable au
Bangladesh

Réduction croissante de l'espace démocratique

La démocratie et la participation constituent des piliers indispensables à la justice sociale et au développement durable. Il faut pourtant se battre pour les défendre. Ces dernières années, le contexte dans lequel sont menés nombre de programmes de Solidar se durcit et se fragilise à cause des conséquences du changement climatique, des conflits et des pressions sur les structures démocratiques venant en partie de l'extérieur. C'est souvent dans de telles circonstances que la pauvreté et les inégalités prennent le plus d'ampleur. Les restrictions de la liberté d'expression et les risques pour la sécurité se répercutent sur nos projets et nos partenaires. Face au dilemme qui consiste à soutenir sans se laisser instrumentaliser, nous devons définir des rôles clairs, mener une réflexion constante et faire preuve de retenue. Un équilibre difficile à maintenir. C'est pourquoi nous adaptons toujours nos approches aux situations, sans baisser les bras. ●

« Nourrir les populations, c'est entretenir la dépendance. »

Yasmeen Lari, architecte pakistanaise de 85 ans plusieurs fois récompensée, critique la coopération internationale et a mis en place une autre structure.

Interview : Katja Schurter, rédactrice

Quel est le fond de votre critique de la coopération internationale ?

Le modèle international d'action humanitaire ne fonctionne pas. Je suis contre la charité, car elle traite les bénéficiaires comme des victimes et non comme des partenaires. Les catastrophes remplissent les caisses.

L'aide en situation d'urgence n'est-elle pas nécessaire ?

Les personnes qui survivent ont des compétences non employées, car nous créons des situations de dépendance. Les nombreuses organisations humanitaires ont des priorités différentes. Ainsi, ONU-Habitat construit seulement des maisons et l'Unicef s'occupe uniquement des enfants, donc elles ne peuvent pas apporter l'aide dont la communauté a besoin. Dans tous les cas, les distributions ne suffisent jamais. Nourrir les populations, c'est entretenir la dépendance. On ne peut pas manger des maisons et rares sont celles et ceux qui peuvent y vivre, tant elles sont chères. Les gens ne savent pas réparer ce qui se casse et il faut à nouveau des spécialistes de l'extérieur. L'argent ne revient donc pas à la communauté.

Que proposez-vous à la place ?

Les communautés sont les principales concernées et elles peuvent reconstruire leurs villages grâce à un modèle intégré, fondé sur des matériaux locaux et naturels. C'est économique, durable et respectueux de l'environnement. Sans argent de l'extérieur, il y a aussi moins de corruption. Lors des inondations de



Yasmeen Lari
Architecte et militante

« La charité traite les personnes concernées comme des victimes non comme des partenaires. »

2022, huit millions de personnes ont été déplacées au Pakistan. Pour qu'elles sortent toutes de la pauvreté, il faut renforcer leurs capacités.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Il faut libérer le potentiel dans la pauvreté. Les personnes pauvres sont actrices du marché. L'économie tourne quand elles peuvent consommer. Mon « échelle contre la pauvreté » comprend : sécurité alimentaire, agriculture adaptée, protection contre les inondations, création de revenus avec des produits biologiques abordables vendus sur les marchés locaux, maisons construites avec des ma-

ériaux locaux zéro émission, bon marché voire gratuits, comme le bambou, les plantes locales et la paille, système de troc pour les pompes à eau potable manuelles, installations sanitaires et écoles. L'argent devrait servir à préparer les populations aux catastrophes. Nous devons agir en amont.

Depuis quand appliquez-vous cette approche au Pakistan, et avec quels résultats ?

Depuis 2023, nous intégrons chaque mois 100 nouveaux villages et formons la population dans tous les domaines pour une vie meilleure. Le concept est ensuite déployé par des « spécialistes pieds nus ». À ce jour, un million de personnes sont concernées dans la province du Sind. L'essentiel est de permettre aux populations de devenir autonomes.

Les ONG internationales peuvent-elles jouer un rôle positif ?

Les besoins sont immenses, mais il faudrait utiliser l'argent autrement. Par exemple, 150 dollars par famille sous forme d'aide matérielle telle que du bois et du bambou pour construire des maisons résistantes aux catastrophes et des installations sanitaires, une pompe manuelle pour plusieurs foyers, des panneaux solaires, des semences, des mesures de protection contre les inondations. Mon principe est de fournir la structure de base, la population se charge du reste. ●

hw.heritagefoundationpak.org



Des récits en cadeau

Prêter une oreille attentive à une personne revient à récolter des récits sur l'héritage, la justice et son parcours.

Texte : Paula Hromkovicova et Amélie Ardaya, responsables legs

Quand Barbara Hunter-Lemke parle d'héritage, il ne s'agit pas d'articles de loi, de taux d'imposition ou de chiffres. Elle est « écouteuse » au sein de Hummingbirds (voir encadré) et interroge des personnes en Suisse sur l'un des derniers grands tabous de notre société : la mort et ce que nous laissons derrière nous. Dans les rues, les parcs et les cafés, Barbara Hunter-Lemke partage des émotions bien au-delà d'un règlement de succession.

Qu'ai-je accompli ?

« Quand il est possible d'aborder spontanément des choses vraiment importantes avec des inconnu·e·s, chaque conversation est un cadeau », explique l'écouteuse. La quête de justice, de sens et de valeurs durables ressort de presque tous les parcours de vie et de toutes ses rencontres. Réfléchir à son propre héritage, c'est se confronter inévitablement à des questions existentielles : qu'ai-je accompli ? Que voudrais-je léguer au monde ?

Laisser une empreinte

Celle qui collecte des histoires se heurte souvent à de profondes inhibitions. Elle se souvient par exemple d'un couple âgé, marié depuis 55 ans, qui n'avait pas encore évoqué devant quiconque le sujet du legs. En offrant un espace de conversation protégé, la porte s'est ouverte à des réflexions dépassant le cadre de leur propre vie. La succession se limite rarement à la sécurité matérielle de la famille proche, d'autant que les enfants et petits-enfants sont aujourd'hui souvent à l'abri et autonomes financièrement. De nombreuses personnes souhaitent donc laisser une empreinte porteuse de sens, par profonde gratitude pour leur vie heureuse ou par volonté de contribuer à moins d'injustice.

Un pour cent pour le changement

Aujourd'hui, la volonté de désigner une organisation à but non lucratif dans un testament est dans l'air du temps, influencée par la situation mondiale et le pessimisme social en nette augmentation ces dernières années. Face aux crises internationales, aux conflits et aux incertitudes économiques, beaucoup de personnes se concentrent sur leur sphère privée, qui



Barbara Hunter-Lemke, écouteuse et collectrice d'histoires

leur semble encore contrôlable. Selon Barbara Hunter-Lemke, il est d'autant plus important de rendre l'impact d'un legs tangible et visible.

Lors de ses rendez-vous de conseil, elle propose un exercice de réflexion simple et puissant. « Imaginez que seulement 1 % de votre héritage est consacré au bien commun. La différence est immense pour le travail d'une organisation et minime pour vos proches qui reçoivent tout de même 99 % de votre donation. »

En prévoyant de léguer 1 % de votre héritage à une ONG comme Solidar Suisse, vous changez la vie de personnes en situation difficile et vous faites perdurer vos valeurs au-delà de votre propre existence. ●



Informations sur la rédaction d'un testament
solidar.ch/legs

Alliance pour le bien commun

L'initiative de l'Alliance pour le bien commun, à laquelle Solidar Suisse est associée, s'engage pour augmenter la part des legs d'utilité publique. allianzgemeinwohl.ch/fr/ Hummingbirds crée pour l'Alliance des espaces de dialogues et d'écoute active sur les thèmes de la mort et de la succession. hummingbirds.biz



S'attaquer au système

Sun Artid défend les travailleur·euse·s migrant·e·s en Asie du Sud-Est et s'engage pour changer un système fondé sur l'exploitation.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

Sun Artid a 5 ans en 1995 lorsque ses parents quittent le Myanmar pour se réfugier en Thaïlande, fuyant la répression contre la minorité Shan.

« L'armée a confisqué notre récolte. Nous n'avions plus assez à manger. Puis mon père a été menacé d'enrôlement, alors mes parents ont décidé de partir », raconte cet employé du Mekong Migration Network (MMN), une organisation partenaire de Solidar, engagée pour la défense des travailleur·euse·s

migrant·e·s dans la région du Mékong. « Nous avons pris la route pour Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, car ma mère avait de la famille là-bas. »

S'engager aux côtés des personnes migrantes

Spécialiste en sciences sociales, Sun Artid s'est toujours engagé en faveur des personnes migrantes. Il a d'abord consacré son mémoire de fin d'études aux communautés autochtones du nord

de la Thaïlande, puis a travaillé au sein d'ONG œuvrant pour l'éducation des enfants de personnes migrantes et pour l'accès des travailleur·euse·s migrant·e·s à une assurance maladie abordable. Si la Thaïlande n'interdit pas la main-d'œuvre migrante, les obstacles bureaucratiques sont difficiles à surmonter. Ces personnes travaillent donc le plus souvent dans l'illégalité. « Je souhaite améliorer leurs conditions de vie, car je sais par expérience à quel point leur situation est difficile », explique Sun Artid, âgé de 36 ans. Ses parents ne sont jamais allés à l'école. En Thaïlande, le couple a continué de travailler dans l'agriculture et n'a jamais appris la langue. « Aujourd'hui encore, à l'hôpital, on leur demande pourquoi ils ne rentrent pas au Myanmar. C'est de la discrimination. »

Apatride et sans droits

En tant qu'apatride, Sun Artid n'a pu obtenir ni bourse d'études ni permis de travail. Il a dû subvenir à ses besoins en travaillant illégalement pendant ses études à Chiang Mai. Il n'était pas non plus autorisé à circuler librement dans le pays. « Chaque fois que je voulais aller à Bangkok, je devais faire 200 kilomètres jusqu'au village de mes parents pour chercher une autorisation à la police. Tout déplacement à l'étranger m'était également impossible. » En novembre dernier, il a obtenu une autorisation de séjour à durée indéterminée et un document de voyage pour personne étrangère. Il peut désormais se déplacer en Thaïlande et quitter le pays, avec un visa toutefois, même pour les pays voisins comme le Cambodge. Il imagine son premier voyage à l'étranger : « Au Japon, peut-être. Ça vaut le coup de demander un visa », dit-il en souriant. Ensuite, il entamera les démarches pour obtenir la nationalité thaïlandaise.

Changer le système

« À un moment donné, je me suis demandé si mon travail dans les ONG changeait vraiment les choses. Il faut s'attaquer au système et cela passe par la politique. Le processus est long, mais les retombées ont un large impact », affirme Sun Artid avec conviction. C'est pourquoi il travaille chez MMN.

Ce réseau de plus de quarante organisations en Thaïlande, au Myanmar, au Cambodge, en Chine, au Laos et au Vietnam, documente, avec le soutien de la DDC, les conditions de vie et de travail des personnes migrantes, souvent exploitées parce que sans possibilité de faire valoir leurs droits. Avec les informations collectées, le MMN tente d'exercer une influence politique sur les gouvernements et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), car de nombreux problèmes rencontrés par les travailleur·euse·s se jouent à l'échelon national. « Ici, je peux parler avec des personnes actives en politique », explique Artid enthousiaste. Il met aussi à profit les contacts directs qu'il entretient avec les travailleur·euse·s migrant·e·s, avec qui il aime échanger. « Il y a deux ans, nous avons interviewé des travailleur·euse·s d'une usine de chaus-

sures en périphérie de Bangkok. Leurs histoires étaient tristes. Ces personnes avaient fui le coup d'État au Myanmar et gagnaient ici des salaires de misère », se souvient-il. « Elles rêvaient d'un avenir meilleur. Cela m'a marqué. »

Des droits à garantir

Sun Artid coordonne les activistes des organisations de la société civile qui reçoivent une formation de MMN et intègrent un réseau destiné à conseiller les personnes migrantes et à les protéger de l'exploitation. Qu'est-ce qui améliorerait de manière décisive la situation des travailleur·euse·s migrant·e·s ? « La migration est un choix personnel légitime. Les personnes migrantes doivent pouvoir exercer leur droits et être protégées. » ●

Votre don compte !

50
francs

offrent une formation sur les droits sociaux et du travail à une personne migrante.

100
francs

permettent à trois personnes de suivre un atelier avec des conseils sur leurs droits.

300
francs

financent une exposition photo qui met en évidence le quotidien des personnes migrantes.

solidar.ch/fr/agir



Julie Conti

L'humoriste genevoise commente le thème de ce numéro du Soli.

« Thank you my White Savior »

Une fois notre diplôme HEC en poche (oui ça date un peu), mon pote Jérôme est parti un mois pour faire de l'humanitaire en Afrique, Ahhhh! L'Afrique quel beau pays! Son papa avait déboursé près de trois mille balles pour que Jérôme parte enseigner l'anglais à des enfants. Soulignons que Jérôme n'avait aucune formation pour enseigner l'anglais mais qui a besoin d'un diplôme quand on est gonflé d'un sentiment de supériorité occidentale! En un mois il aurait eu le temps de leur apprendre quoi, à ces gosses, à part: « Thank you, my White savior? » (*merci mon sauveur blanc*). C'est ce qu'on appelle du *volontourisme*, une contraction de volontariat et tourisme. Indice: quand un concept donne naissance à un mot-valise c'est qu'a priori c'est de la merde.

Et comme ça ne sert à rien de faire quelque chose si personne n'est au courant, Jérôme a documenté sa « quête de sens » sur Facebook, oui Facebook je vous ai dit que ça datait! On a eu droit à l'image incontournable où il pose au milieu de gamins et la légende: « Ils n'ont rien, mais ils nous donnent tout! ». Une phrase qui permet de rentrer à Genève avec un karma rechargé à bloc. Des selfies avec des gosses qui ont des mouches au coin des yeux, et hop, les péchés de l'école de commerce sont effacés.

Je regardais les photos de mon Jérôme, en missionnaire des temps modernes et je me demandais: Est-il parti avec le désir d'aider son prochain et de sortir de sa bulle de privilégiés avant de se lancer dans une carrière dans la finance? Ou simplement parce qu'il savait que cette expérience de « sauveur blanc » ferait merveille sur son CV?

Aujourd'hui, Jérôme est trader en matières premières pour une banque privée. Il spéculé sur le blé, le riz, le maïs... En gros, quand le prix de la faim grimpe, sa prime aussi. Parfois, j' imagine qu'il a un petit scrupule, puis il se souvient qu'il a passé un mois en Afrique à sauver des enfants. Il peut se regarder dans le miroir et se dire: « Aujourd'hui je fais ma fortune sur leur dos, mais il y a vingt ans, je leur ai appris à dire: Thank you, my White Savior. » Le colonialisme a changé de costume et Jérôme aussi. ●

1948



Colis Suisse

Les collaborateurs de l'OSEO préparent l'opération Colis Suisse. À partir de 1941, l'organisation envoie des colis alimentaires aux personnes persécutées, qui se cachent ou sont détenues dans des camps en France. Menée en toute légalité, contrairement au sauvetage des personnes réfugiées, cette action spectaculaire aura permis d'expédier plus de 100 000 colis jusqu'à la fin de la guerre.

Le Sudoku de Solidar

	1		6	7				
2	9				4			6
				1		5		8
			2				5	
7	2		5		3		4	1
	4				7			
4		7		8				
1			7				8	5
				5	1		7	

Mentions légales

Édition

Solidar Suisse
Chemin des Mouettes 4
1007 Lausanne
Tél. 021 601 21 61
contact@solidar.ch, solidar.ch
IBAN CH49 0900 0000 1001 4739 9
Membre du réseau européen Solidar

Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Balz Farner, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

Mise en page

Anna Marchini Camia

Traductions

Katja Schurter, alingui

Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

Impression et expédition

Mattenbach AG

Papier

Holmen Trend 2.0,
certifié ISO 14001 et FSC

Tirage

37'000 exemplaires (paraît quatre fois par an).

Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

Verso

Combattez avec nous les inégalités.
Visuel: Solidar Suisse

Solution

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante: 1 = N, 2 = R, 3 = A, 4 = T, 5 = C, 6 = U, 7 = E, 8 = O

- 1^{er} prix** Une trousse de toilette de Thaïlande
2^{ème} prix Un porte-bonheur de Turquie
3^{ème} prix Des longanes séchées (fruit tropical) de Thaïlande

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par e-mail à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

La date limite d'envoi est le 15 septembre 2026. Le nom des gagnant·e·s sera publié dans le Soli 4/2026. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur·ice·s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du mot croisé paru dans le Soli 2/2026 était « Inclusion numérique ». Francine Cattin-Schaller de Delémont a gagné un porte-monnaie, Arne Engeli de Rorschach du miel de la forêt tropicale et Jean-François Gasser de Romanel-sur-Lausanne des longanes séchées de Thaïlande.



**Votre don en
bonnes mains.**



NOUS RÉPONDONS PRÉSENTS

 **organisations
suisses
d'entraide**

Découvrez
comment.
swiss-ngo.ch

